



LE PROGRAMME
OTAN POUR
LA **SCIENCE**
AU SERVICE
DE LA **PAIX** ET
DE LA **SÉCURITÉ**



OTAN - DIVISION DÉFIS DE SÉCURITÉ ÉMERGENTS

LE PROGRAMME
OTAN POUR
LA **SCIENCE**
AU SERVICE
DE LA **PAIX** ET
DE LA **SÉCURITÉ**

OTAN - DIVISION DÉFIS DE SÉCURITÉ ÉMERGENTS

Avant-propos

Le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité (programme SPS) cherche à apporter des réponses aux préoccupations de sécurité des pays de l'Alliance et des pays partenaires. À ce titre, c'est un outil de partenariat d'un grand intérêt pour tous les pays participants. Le programme SPS a pour but de renforcer la sécurité, la paix et la stabilité dans l'espace euro-atlantique et au niveau international en favorisant la coopération et le dialogue avec tous les pays partenaires sur les questions de science et d'innovation en rapport avec la sécurité dans le domaine civil, et en facilitant le partage de connaissances spécialisées.

Le programme SPS vise à promouvoir les activités qui ont une grande envergure, une dimension stratégique marquée, et un fort impact sur le plan politique et sur le plan de la diplomatie publique, ainsi que le prévoient les directives générales SPS approuvées par le Conseil de l'Atlantique Nord en 2013. Suite aux nouvelles orientations politiques données par les Alliés, le programme a été réorienté, et il va maintenant au-delà de la coopération purement scientifique, preuve de sa flexibilité et de sa capacité d'adaptation.

En s'appuyant sur le concept stratégique défini par l'OTAN en 2010 et sur la politique de partenariat approuvée à Berlin en 2011, le programme SPS aidera à réaliser les principaux buts de l'Alliance, comme indiqué clairement lors du sommet du pays de Galles, en 2014. L'alignement du programme SPS sur les orientations politiques données par les Alliés, le renforcement de la coordination entre les organismes OTAN concernés, et l'application d'une méthode de gestion efficace et transparente et du principe de redevabilité sont autant d'éléments qui contribueront à la réussite du programme à l'avenir.



M. l'ambassadeur Sorin Ducaru

Secrétaire général adjoint

Division Défis de sécurité émergents
Secrétariat international de l'OTAN

Table des matières

| | |
|--|----|
| Introduction | 7 |
| Qu'est-ce que le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité ? | 9 |
| ■ Le programme SPS en quelques mots | 9 |
| ■ L'évolution du programme SPS | 13 |
| ■ L'importance du programme SPS | 15 |
| ■ La Division Défis de sécurité émergents | 17 |
| Que finance le programme SPS ? | 19 |
| ■ Mécanismes de subvention SPS | 19 |
| ■ Domaines prioritaires | 23 |
| Activités financées sur le programme SPS | 27 |
| ■ Priorité n° 1 : Défis de sécurité émergents | 27 |
| ■ Priorité n° 2 : Renforcer le soutien des opérations et missions dirigées par l'OTAN | 33 |
| ■ Priorité n° 3 : Sensibiliser davantage aux développements sécuritaires et prévenir les crises | 35 |
| Comment soumettre une demande de subvention | 38 |
| ■ Qui peut soumettre une demande de subvention | 38 |
| ■ Quand et comment soumettre une demande de subvention | 39 |
| ■ Procédure de sélection | 39 |
| Contact | 40 |

Introduction

Le programme SPS est pour l'OTAN un label bien connu qui repose sur trois piliers – la science, le partenariat et la sécurité – et qui contribue à la réalisation des objectifs fondamentaux de l'Alliance depuis de nombreuses décennies. Aujourd'hui, le programme reste l'un des plus importants outils de partenariat utilisés pour traiter les défis de sécurité du XXIe siècle.

S'appuyant sur de nouvelles directives et sur des méthodes de travail rationalisées qui résultent d'un récent processus de réforme globale, le programme SPS continue de faciliter la coopération entre les pays de l'Alliance et les pays partenaires dans le cadre d'activités concrètes mutuellement bénéfiques.

La présente brochure donne une vue d'ensemble complète du programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité. Elle contient des informations sur les différents types de subventions, sur les procédures de demande de fonds, sur les priorités SPS clés, ainsi que des exemples concrets d'activités SPS achevées ou en cours.

Nous espérons que ce guide apportera à ses lecteurs les réponses aux questions qu'ils se posent et qu'il leur permettra de bien comprendre la marche à suivre en vue de l'obtention de subventions SPS pour des projets, des ateliers et des stages de formation qui contribueront à la paix et à la sécurité internationales.



Qu'est-ce que le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité ?

Le programme SPS en quelques mots

Le programme SPS de l'OTAN favorise la coopération pratique sur des questions ayant trait à la sécurité, l'objectif étant de trouver une réponse aux défis de sécurité émergents. Il met en contact des scientifiques, des experts et des responsables des pays de l'Alliance et des pays partenaires, qui travaillent ensemble pour relever ces défis.

En partenariat avec des institutions des pays de l'Alliance et des pays partenaires, le programme SPS fournit un financement, des avis spécialisés et un soutien au profit d'activités en rapport avec la sécurité qui peuvent prendre la forme d'ateliers, de stages de formation ou de projets de recherche et de développement pluriannuels.

Le programme SPS aide aussi à promouvoir la dimension politique de l'OTAN en termes de valeurs communes et de soutien de la société civile.

Le programme SPS favorise le dialogue et la coopération régionale entre les pays partenaires, notamment entre ceux pour lesquels la relation directe est malaisée.

Le programme SPS fournit à l'Alliance des canaux de communication spécifiques, non militaires, et un cadre

dans lequel des experts des pays de l'OTAN et des pays partenaires se rassemblent alors que, souvent, les mêmes pays auraient du mal à instaurer d'autres formes de dialogue portant plus directement sur la défense et la sécurité. Par conséquent, il est souvent le premier lien concret entre l'OTAN et un nouveau pays partenaire.

Le programme scientifique de l'OTAN a constamment évolué depuis sa création, en 1958. Aujourd'hui, le label « programme SPS de l'OTAN » est extrêmement connu, les activités SPS contribuant à la réalisation des objectifs fondamentaux de l'Alliance. Le programme est ainsi devenu l'un des plus importants outils OTAN de partenariat en termes de financement et de relations publiques, touchant à la fois le secteur public et la société civile.

Toutes les activités relevant du programme SPS contribuent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Alliance tels qu'ils sont définis dans le concept stratégique de 2010 et présentés dans la nouvelle politique OTAN de partenariat, adoptée à Berlin en 2011. Aujourd'hui, le programme SPS favorise la collaboration et la sécurité coopérative en s'appuyant sur trois éléments fondamentaux décrits ci-après, qui lui donnent une identité propre.



« L'actuel programme SPS est une occasion unique de contribuer à la paix dans le monde par le remplacement de la coopération avec tous les pays partenaires dans les domaines de la science et de l'innovation »

Déclaration de Sir Brian Heap, ancien représentant britannique au sein du Comité scientifique de l'OTAN (2009)

- **Science** : le programme SPS aide à promouvoir la recherche, l'innovation et l'échange de connaissances pour trouver des réponses aux défis de sécurité communs. Il dispose d'un vaste réseau de contacts, composé de centaines d'universités et d'institutions à travers le monde.
- **Partenariat** : le programme SPS offre un cadre au sein duquel scientifiques, experts et décideurs des pays de l'Alliance et des pays partenaires peuvent traiter ensemble les défis de sécurité d'aujourd'hui. Il s'agit d'un outil de partenariat à la disposition de tous les pays partenaires – preuve que la coopération pratique est possible au-delà des barrières politiques grâce aux échanges scientifiques. Au cours des cinq dernières années, le programme a permis de mener plus de 450 activités en collaboration dans plus de 40 pays partenaires.
- **Sécurité** : comme prévu dans le cadre du programme SPS et dans les orientations données par les pays de l'OTAN, tous les projets SPS doivent présenter un intérêt du point de vue de la sécurité. Ce lien fondamental avec la sécurité est mis en évidence dans les priorités SPS clés définies par les Alliés.

Quelles sont les questions de sécurité qui sont au cœur du programme ?

Le programme SPS met l'accent sur un nombre toujours plus élevé de risques et de défis non traditionnels, et notamment le terrorisme, la défense contre les agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), les menaces pesant sur la cybersécurité, la sécurité énergétique et les préoccupations concernant la sécurité environnementale, ainsi que sur les aspects humains et sociaux de la sécurité, comme la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Pourquoi le travail mené dans le cadre du programme SPS est-il important ?

Le programme SPS met en relation la société civile et l'OTAN grâce à des activités qui portent sur les défis de sécurité mondiaux. Les acteurs civils – chercheurs, universitaires et experts du secteur public – ont un rôle important à jouer pour aider l'Alliance à cerner et à comprendre les vulnérabilités et les menaces d'aujourd'hui, et à y répondre. L'OTAN s'attache à faire en sorte qu'un financement et un soutien soient apportés aux activités de collaboration qui portent sur ses objectifs de sécurité tout en favorisant la coopération et le partenariat.



▲
Les trois Sages : M. Halvard Lange,
M. Gaetano Martino et M. Lester B.
Pearson ont été les pères fondateurs
du programme scientifique de l'OTAN,
créé en 1958.

Le premier Comité scientifique, ►
en 1958.



L'évolution du programme SPS

Le programme scientifique de l'OTAN a vu le jour en 1958. À l'époque, l'un de ses principaux objectifs était de promouvoir la formation de scientifiques dans les pays de l'OTAN. Un mécanisme d'octroi de bourses à de jeunes chercheurs de pays de l'OTAN a notamment été mis en place pour leur permettre d'étudier et de se former dans des pays de l'OTAN autres que leur pays d'origine.

Plus tard, pendant la période de la détente, l'Alliance a considéré que la dégradation de l'environnement était une source possible de conflit pour l'avenir et, en 1969, elle a créé le Comité sur les défis de la société moderne. Après la fin de la Guerre froide, le programme scientifique de l'OTAN a été ouvert à la participation des pays partenaires, et notamment de pays du Pacte de Varsovie et de pays d'Afrique du Nord voisins des Alliés.

En 2006, le programme scientifique de l'OTAN et le Comité sur les défis de la société moderne ont fusionné pour former le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité, qui promeut la coopération scientifique, l'accroissement des capacités scientifiques et l'établissement de liens entre les chercheurs des pays de l'Alliance et des pays partenaires.

Au fil de sa longue histoire, le programme scientifique de l'OTAN s'est adapté aux exigences de son époque. En raison de l'évolution de l'environnement de sécurité en ce XXI^e siècle, le programme a aujourd'hui pour mission de traiter les défis de sécurité émergents et de promouvoir la sécurité coopérative avec les pays partenaires.

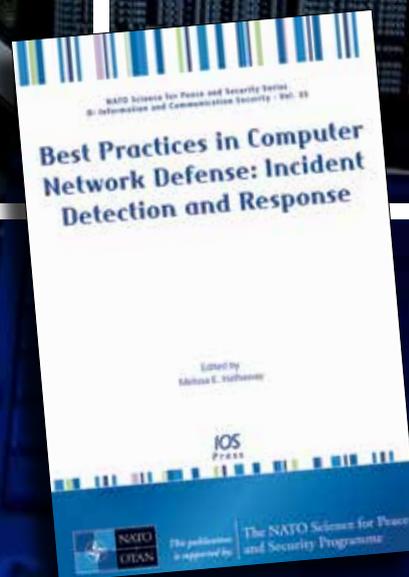
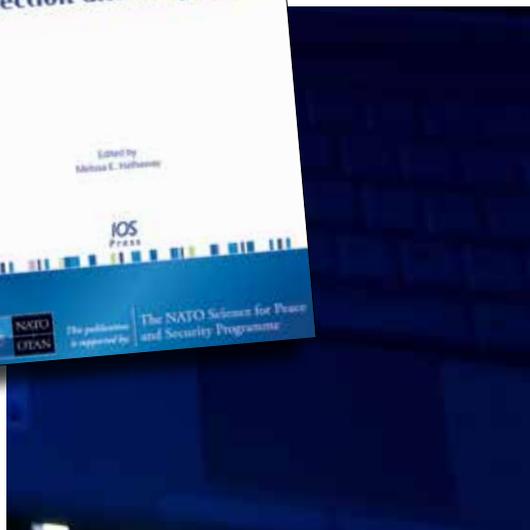
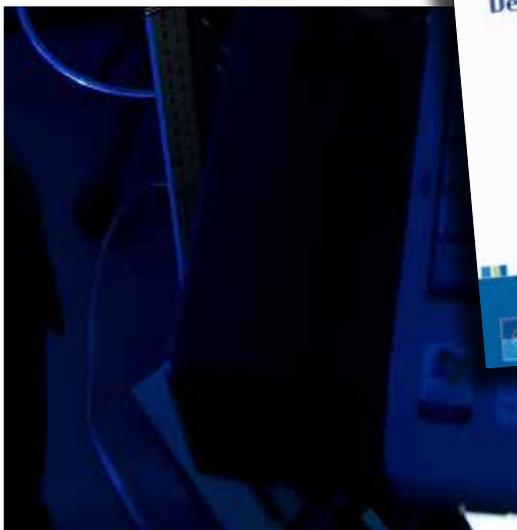
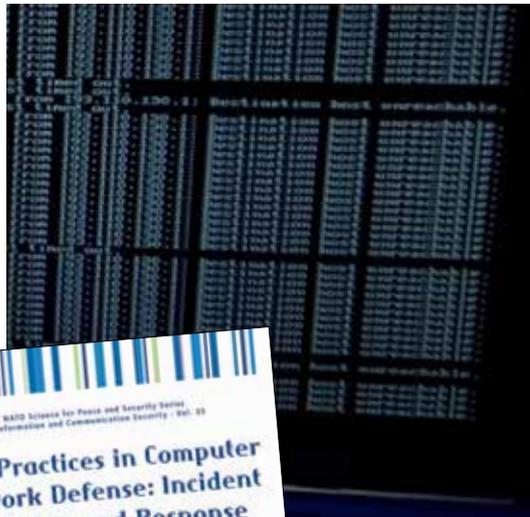
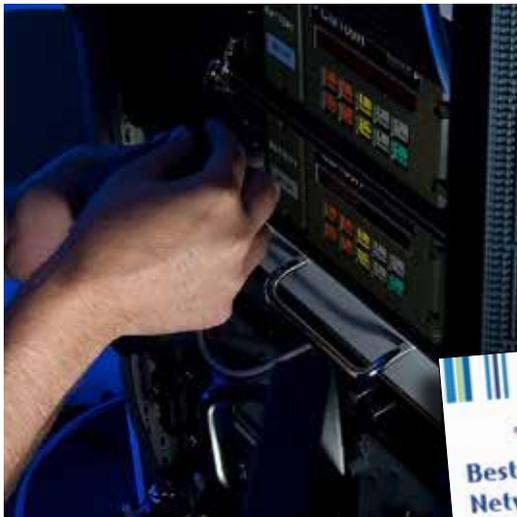
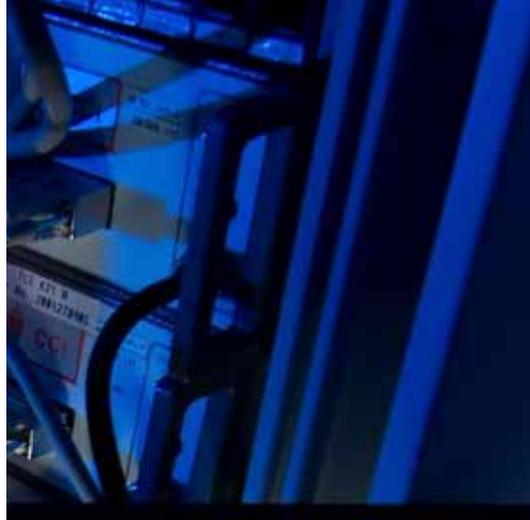
Dans le cadre de ce processus d'adaptation, le programme SPS a fait l'objet d'évaluations et de réformes. En 2010, il a été rattaché à la Division Défis de sécurité émergents (ESC), afin que les activités SPS soient davantage alignées sur les défis de sécurité du XXI^e siècle.

En 2013, une évaluation stratégique complète du programme a été réalisée, qui visait à déterminer s'il était en phase avec les objectifs fondamentaux de l'OTAN et qui devait surtout mettre l'accent sur l'orientation stratégique à donner aux activités SPS pour l'avenir.

Les « directives générales SPS » ont été approuvées en octobre 2013 et, sur cette base, il faut faire en sorte que toutes les orientations politiques et stratégiques définies précédemment pour le programme SPS soient alignées sur les buts politiques et stratégiques actuels des Alliés. Aujourd'hui, l'exécution du programme SPS s'appuie sur le concept stratégique de l'OTAN, sur la politique pour un partenariat plus efficace et plus souple (2011), sur les priorités SPS clés (2012) et sur les nouvelles directives générales (2013).

Suite à l'adoption de ces directives, le programme SPS a adapté son champ d'activité et sa gouvernance. Un changement important est l'ouverture à des activités qui vont au-delà de la coopération purement scientifique, mais qui conservent une dimension scientifique importante. Le programme SPS visera à promouvoir les projets ayant une plus grande envergure et une dimension stratégique plus marquée pour renforcer l'impact politique sur les partenariats de l'OTAN ainsi que la visibilité des activités vis-à-vis des autorités des pays partenaires qui y participent.

À la lumière des nouvelles orientations politiques données par les Alliés pendant la période d'évaluation, le programme SPS a été rapidement adapté en vue de la mise en place d'une approche nouvelle, rationalisée, axée sur la gestion par objectifs et fondée sur l'efficacité, la redevabilité et la transparence.



L'importance du programme SPS

Lien avec la société civile

Le programme SPS met en relation la société civile et l'OTAN grâce à des activités qui portent sur les défis de sécurité mondiaux. Les acteurs civils – chercheurs, universitaires et experts du secteur public – ont tous un rôle important à jouer pour aider l'Alliance à cerner et à comprendre les vulnérabilités et les menaces d'aujourd'hui, et à y répondre. Il est indispensable d'associer la société civile à la recherche de réponses à ces menaces, et l'OTAN s'attache à faire en sorte qu'un financement et un soutien soient apportés aux activités de collaboration qui portent sur ses objectifs de sécurité tout en favorisant la coopération et le partenariat.

Une approche globale de la sécurité

Le programme SPS traite les défis de sécurité contemporains qui touchent à la fois les pays de l'OTAN et les pays partenaires en soutenant la science, la recherche et l'innovation dans le domaine civil. Il revêt un intérêt scientifique majeur pour les chercheurs dans un large éventail de disciplines. Ainsi que le prévoient les priorités SPS clés, le programme facilite les efforts internationaux visant à répondre aux défis de sécurité émergents. Il renforce le soutien des opérations dirigées par l'OTAN et fait connaître les développements en matière de sécurité en vue de la prévention des crises. Le programme SPS a déjà apporté un financement à une série de stages de formation pratique à la cyberdéfense et a contribué à la mise au point de technologies pour la détection à distance des explosifs dans de vastes espaces publics. Par ailleurs, des experts de divers pays ont eu la possibilité d'échanger des idées, de participer à des conférences et à des ateliers et de publier les résultats de leurs travaux dans les NATO SPS Series.

Création de réseaux et de synergies

Les projets SPS conjoints ont mené à la création de réseaux solides et durables dans le monde, et les participants ont pu mettre à profit les échanges scientifiques. Par ailleurs, le personnel SPS de l'OTAN est là pour donner des avis sur les

questions de politique et partager son expertise concernant les défis de sécurité émergents comme la cyberdéfense, la sécurité énergétique, la défense contre les agents CBRN et la lutte contre le terrorisme.

Dimension politique

Le programme SPS est l'un des plus importants outils de partenariat de l'OTAN dans le domaine civil et, de ce fait, il revêt une dimension politique majeure. Il permet aux pays membres de l'OTAN de collaborer avec les pays partenaires, notamment dans le cadre du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), du Dialogue méditerranéen (DM) et de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI). Par ailleurs, les priorités SPS clés reflètent les évolutions en cours dans l'environnement de sécurité international ainsi que dans les priorités politiques de l'OTAN.

Diplomatie publique

Les activités SPS bénéficient d'une large publicité. Les publications scientifiques mettent en avant le profit des chercheurs participants au sein de la communauté scientifique. De plus, la promotion des activités SPS se fait par les annonces diffusées sur le site web de l'OTAN et sur celui du programme SPS et dans le cadre d'événements tels que la présentation de livres et l'organisation de journées d'information.

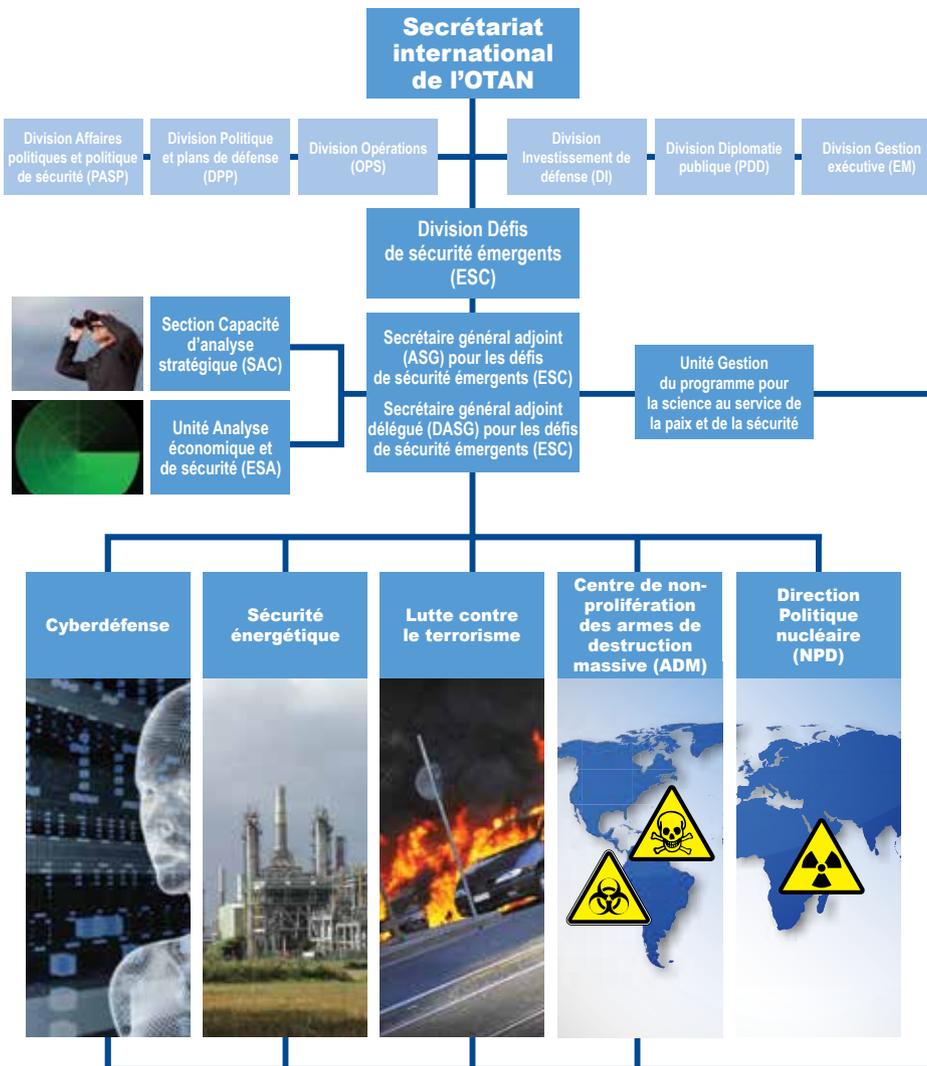
Diversité des possibilités de financement

Il existe divers mécanismes d'octroi de subventions SPS. Les activités peuvent prendre la forme de projets pluriannuels, de cycles d'ateliers ou de conférences d'une journée. Cette diversité des mécanismes de financement permet au programme SPS de répondre à différents besoins et à différents types de projets. Par ailleurs, la procédure de demande de subvention a été rationalisée et simplifiée, et il est donc plus facile pour les intéressés d'obtenir des fonds pour des activités SPS.

Division Défis de sécurité émergents (ESC)

Objectif : sensibiliser aux défis émergents :

- faire en sorte que les défis émergents occupent une place importante dans les documents clés de l'OTAN (concept stratégique, directive politique)
- constituer un point d'ancrage pour les questions relatives aux nouveaux défis au niveau du Secrétariat international de l'OTAN (Division ESC)



La Division Défis de sécurité émergents

Le programme SPS relève de la Division Défis de sécurité émergents (ESC) du Secrétariat international de l'OTAN. Cette division a été créée en 2010 pour traiter un ensemble de plus en plus vaste de risques et de défis non traditionnels auxquels les pays de l'OTAN et les pays partenaires doivent faire face.

Aujourd'hui, la sécurité énergétique, les attaques terroristes, les cyberattaques et la menace liée aux armes de destruction massive représentent des défis majeurs pour la paix et la sécurité, non seulement pour les pays de l'OTAN, mais aussi à l'échelle mondiale. Dans un monde interconnecté et globalisé, l'Alliance doit être prête à faire face à une large gamme de nouvelles menaces pesant sur la sécurité.

Ces nouvelles menaces sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité dans la même mesure que la guerre traditionnelle et les attaques militaires. Les défis évoqués ont plusieurs points communs : ils ont une portée mondiale, ils peuvent être interconnectés, ils ne s'arrêtent pas aux frontières nationales et il n'existe pas de solutions militaires pour y faire face. Le développement de la capacité de l'OTAN à anticiper les nouveaux défis et à y répondre efficacement sera d'une importance primordiale pour l'avenir de l'Alliance.

Les défis d'aujourd'hui nous imposent de repenser bon nombre de nos postulats de base concernant la nature des menaces et d'élaborer de nouvelles réponses. Dans ce contexte, les pays de l'OTAN et les pays partenaires sont bien conscients de la nécessité d'améliorer les liens avec la communauté internationale dans son ensemble, dans l'esprit de la sécurité coopérative. L'interconnexion est un élément indispensable pour pouvoir répondre efficacement aux défis non traditionnels. Pour cette raison, l'OTAN accorde une grande importance à l'interaction et à la collaboration transversale avec les pays partenaires.

L'instrument clé dont l'OTAN dispose pour faciliter la coopération dans le domaine des défis de sécurité émergents et au-delà est le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité, qui est le principal programme de partenariat de l'Alliance.

Le programme SPS met l'accent sur les nouveaux défis de sécurité évoqués et cherche à rassembler des scientifiques, des experts et des décideurs des pays de l'OTAN et des pays partenaires afin qu'ils traitent ensemble les défis de sécurité émergents.



Que finance le programme SPS?

Mécanismes de subvention SPS

Le programme SPS parraine des activités en collaboration et les stages de formation. Les personnes intéressées doivent en faisant appel à trois mécanismes de subvention : les élaborer des propositions d'activité entrant dans l'une de ces projets de recherche pluriannuels, les ateliers de recherche catégories, décrites en détail ci-après.

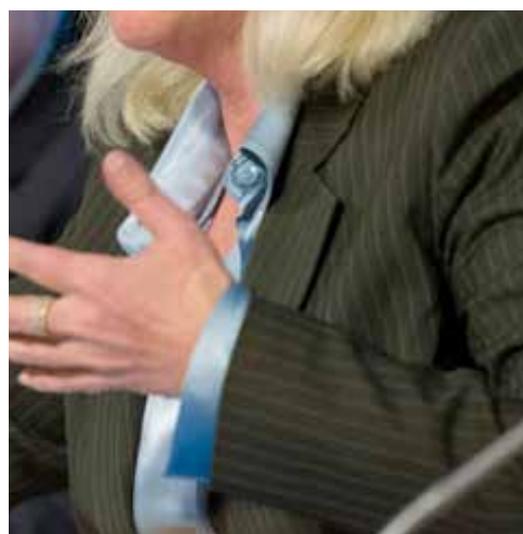
1. PROJETS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT PLURIANNUELS

DESCRIPTION : projets de recherche et de développement qui ont un lien avec les objectifs stratégiques de l'OTAN et avec les priorités SPS clés. Ces projets aident les chercheurs des pays partenaires à tisser davantage de liens avec la communauté scientifique de l'OTAN, tout en leur permettant de participer à la mise en place d'une infrastructure scientifique plus solide dans leurs pays respectifs.

DURÉE : les projets durent en général 3 à 4 ans.

PUBLIC CIBLE : les demandes de subvention doivent être soumises conjointement par un expert qui réside et travaille dans un pays de l'OTAN et un expert qui réside et travaille dans un pays partenaire. Il est recommandé de soumettre des projets qui font intervenir plusieurs pays partenaires ou qui prévoient la participation de jeunes scientifiques.

BUDGET : les fonds OTAN servent à couvrir les coûts liés aux projets, comme l'équipement scientifique, les ordinateurs, les logiciels ainsi que la formation du personnel qui a la charge du projet et celle de jeunes scientifiques. En général, environ 50 % des fonds sont affectés à l'équipement, environ 20 % à la formation et aux frais de voyage, et 15 % à la rétribution de prestations, cette répartition pouvant varier en fonction des besoins relatifs à chaque projet.



2. STAGES DE FORMATION

STAGE D'ÉTUDE DE HAUT NIVEAU (ASI)

DESCRIPTION : stage destiné à présenter à des participants ayant une formation de niveau supérieur l'état des connaissances scientifiques sur des sujets revêtant un intérêt pour l'OTAN.

DURÉE : un ASI dure environ 7 jours ouvrables. Des conférenciers de renommée internationale y exposent les nouvelles avancées sur des questions scientifiques ayant trait à la sécurité dans le domaine civil.

PUBLIC CIBLE : les ASI s'adressent à des jeunes chercheurs post-doctorants ayant des connaissances en rapport avec le domaine faisant l'objet du stage. En particulier, les jeunes scientifiques des pays partenaires de l'OTAN sont encouragés à participer à ces stages.

BUDGET : la subvention SPS (en moyenne 60 000 euros) sert à couvrir les frais directement liés à l'organisation du stage, les frais de déplacement et de subsistance des conférenciers (maximum 15 personnes) et les frais de participation d'étudiants (60 à 80 personnes) venant de pays pouvant prétendre à un soutien financier de l'OTAN.

COURS DE HAUT NIVEAU (ATC)

DESCRIPTION : cours destiné à permettre à des experts des pays de l'OTAN de partager leurs connaissances en matière de sécurité dans l'un des domaines SPS prioritaires. Un ATC ne doit pas être un cours magistral, il doit plutôt avoir un caractère intensif et interactif. Il contribue à former des spécialistes dans les pays partenaires et facilite la constitution de réseaux d'experts internationaux ainsi que leur renforcement.

DURÉE : un ATC dure entre 5 à 7 jours ouvrables.

PUBLIC CIBLE : 20 à 50 participants qui viennent principalement de pays partenaires et qui sont choisis sur la base de leurs qualifications, de leur expérience et des avantages que pourrait leur procurer une participation à un ATC pour leurs activités futures.

BUDGET : la subvention SPS (en moyenne 60 000 euros) sert à couvrir les frais directement liés à l'organisation du cours, les frais de déplacement et de subsistance de tous les spécialistes ainsi que les frais de participation des personnes venant de pays pouvant prétendre à un soutien financier de l'OTAN.

3. ATELIERS

ATELIER DE RECHERCHE AVANCÉE (ARW)

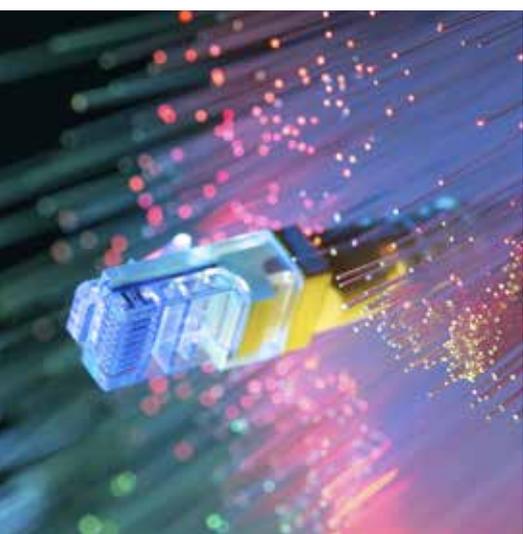
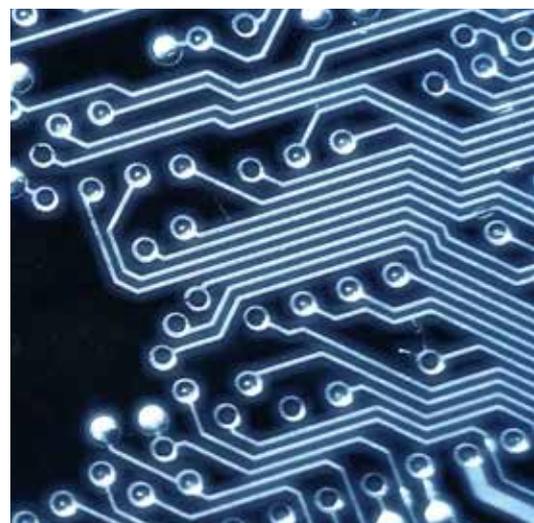
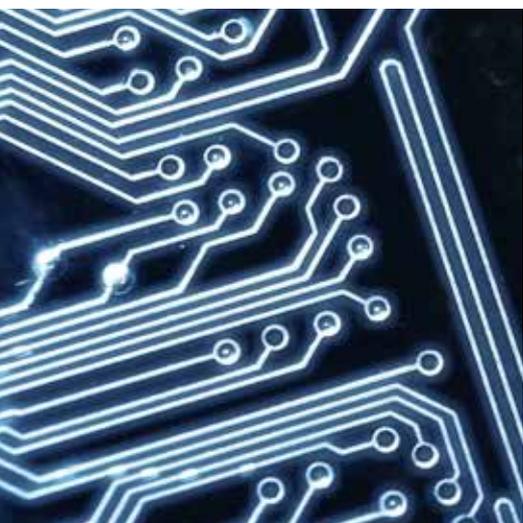
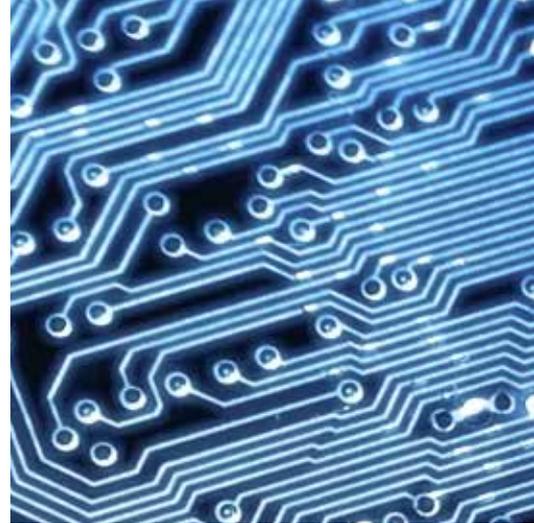
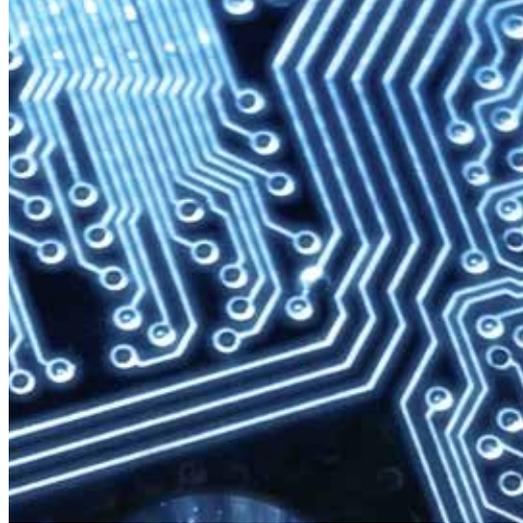
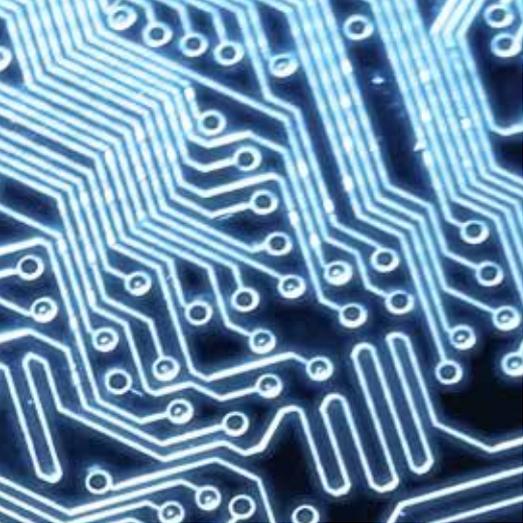
DESCRIPTION : atelier de haut niveau visant à rassembler des experts qualifiés venant de différents pays pour qu'ils examinent les défis de sécurité d'aujourd'hui.

DURÉE : un ARW dure de 2 à 5 jours ouvrables.

PUBLIC CIBLE : 20 à 50 participants, l'atelier se tenant de préférence dans le pays partenaire.

BUDGET : la subvention SPS (d'un montant compris, en moyenne, entre 30 000 et 40 000 euros) sert à couvrir les frais directement liés à l'organisation de l'ARW, les frais de déplacement et de subsistance des conférenciers principaux ainsi que ceux de participants autres que les conférenciers qui viennent de pays de l'OTAN ou de pays partenaires dans la mesure où ils n'auraient pas trouvé d'autres moyens de financement.

Les coûts d'organisation d'un ASI, d'un ATC ou d'un ARW ne peuvent dépasser 25 % du montant de la subvention OTAN.



Domaines prioritaires

Toutes les activités financées sur le programme SPS doivent se rapporter à une ou plusieurs priorités SPS clés et avoir un lien clair avec la sécurité.

Les domaines SPS prioritaires sont principalement les défis de sécurité d'aujourd'hui, comme la lutte contre le terrorisme, la sécurité énergétique, la cybergdéfense, la défense contre les agents CBRN, la sécurité environnementale, la sécurité des frontières et la sûreté des ports, la détection et l'enlèvement des mines et des munitions explosives non explosées, ainsi que les aspects humains et sociaux de la sécurité, comme

la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité.

Les priorités SPS clés sont basées sur le concept stratégique de l'OTAN approuvé par les Alliés au sommet de Lisbonne, en novembre 2010, et sur les objectifs stratégiques des relations avec les pays partenaires de l'OTAN, approuvés à Berlin en avril 2011. Toute proposition d'activité doit impérativement avoir un lien avec les priorités SPS clés, qui sont énoncées ci-après.

Priorités SPS clés

1. Faciliter une coopération mutuellement bénéfique sur les enjeux d'intérêt commun, en favorisant notamment les efforts déployés au niveau international pour relever les défis de sécurité émergents

a. Lutte contre le terrorisme

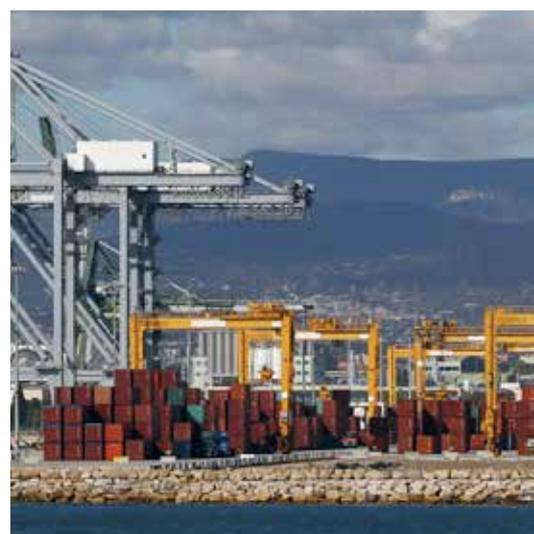
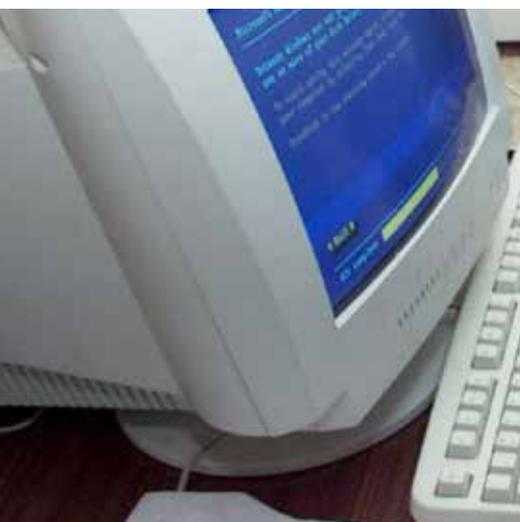
- i. Méthodes de protection des infrastructures, des approvisionnements et des personnels critiques
- ii. Facteurs humains associés à la défense contre le terrorisme
- iii. Technologies de détection permettant de s'opposer à la menace terroriste que font peser le recours aux engins explosifs et d'autres activités illicites
- iv. Gestion des risques, meilleures pratiques et technologies de réponse au terrorisme

b. Sécurité énergétique

- i. Solutions énergétiques novatrices pour les forces armées ; solutions énergétiques pour le champ de bataille, solutions axées sur les énergies renouvelables applicables au secteur militaire
- ii. Sécurité des infrastructures énergétiques
- iii. Aspects maritimes de la sécurité énergétique
- iv. Aspects technologiques de la sécurité énergétique

c. Cybergdéfense

- i. Protection des infrastructures critiques, y compris le partage des meilleures pratiques, le renforcement des capacités et l'élaboration de politiques
- ii. Soutien à la constitution de capacités de cybergdéfense, y compris les nouvelles technologies, et appui à la construction d'infrastructures informatiques
- iii. Connaissance de la situation dans le domaine de la cybergdéfense



d. Défense contre les agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN)

- i. Méthodes et technologies permettant de se protéger contre les agents CBRN, d'en diagnostiquer les effets, de les détecter, de les détruire, de les éliminer et de les confiner ; méthodes et technologies de décontamination
- ii. Stratégies et technologies de gestion des risques et de reprise des activités
- iii. Contre-mesures médicales destinées à lutter contre les agents CBRN

e. Sécurité environnementale

- i. Questions de sécurité découlant des contraintes majeures en termes d'environnement et de ressources, dont les risques sanitaires, le changement climatique, la raréfaction de l'eau et l'augmentation des besoins énergétiques, qui pourraient affecter considérablement la planification et les opérations de l'OTAN
- ii. Prévision et prévention des catastrophes naturelles et autres
- iii. Questions d'environnement liées à la défense

2. Renforcer le soutien des opérations et missions dirigées par l'OTAN

- i. Fourniture du soutien civil conformément aux priorités SPS clés
- ii. Fourniture d'un accès aux informations grâce à l'établissement de connexions internet comme dans le cadre du programme SOIE-Afghanistan
- iii. Aspects culturels et sociaux des opérations et des missions militaires
- iv. Renforcement de la coopération avec les autres acteurs internationaux

3. Sensibiliser davantage aux développements sécuritaires, y compris par l'alerte rapide, de manière à prévenir les crises

a. Technologies avancées en rapport avec la sécurité

- i. Technologies émergentes, y compris les nanotechnologies, la technologie optique, les microsatsellites, la métallurgie et le développement de plateformes pour véhicules aériens sans pilote (UAV).

b. Sécurité des frontières et sûreté des ports

- i. Technologies relatives à la sécurité des frontières et à la sûreté des ports
- ii. Systèmes de communication et fusion des données à l'échelle transfrontière
- iii. Avis et évaluations spécialisés concernant les besoins et les meilleures pratiques en matière de sécurité des frontières

c. Détection et enlèvement des mines et des munitions explosives non explosées

- i. Mise au point et diffusion de technologies et de méthodes avancées ainsi que de meilleures pratiques
- ii. Solutions applicables à la lutte contre les engins explosifs improvisés (IED)

d. Aspects humains et sociaux de la sécurité ayant un lien avec les objectifs stratégiques de l'OTAN

4. Tous les projets ayant un lien clair avec une menace pour la sécurité autre que celles qui sont définies dans les priorités susmentionnées peuvent être admissibles à un financement au titre du programme SPS.

Les propositions de projet de ce type feront l'objet d'un examen destiné à déterminer leur lien avec les objectifs stratégiques de l'OTAN..



Activités financées sur le programme SPS

Priorité n° 1 :

Défis de sécurité émergents

1.a LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI) en Iraq : formation de formateurs : des experts de la neutralisation des explosifs et munitions (EOD) venant du ministère iraquien de la Défense ont suivi une « formation des formateurs » intitulée « Lutte contre la menace liée aux explosifs artisanaux ». Ce cours de haut niveau (ATC) s'est déroulé en novembre 2013 au Centre d'excellence pour la neutralisation des explosifs et munitions, homologué par l'OTAN et implanté en Slovaquie.

Il s'agissait de perfectionner les connaissances que possèdent déjà ces experts iraqiens de la neutralisation des explosifs et munitions, en étudiant plus avant les principes fondamentaux du repérage des précurseurs spécifiques régulièrement utilisés dans la fabrication d'explosifs de fabrication artisanale (HME) et du repérage des produits finaux que constituent les HME. L'accent a été mis en particulier sur la reconnaissance de divers équipements et des laboratoires clandestins servant à fabriquer des explosifs artisanaux. Les participants ont aussi reçu une formation concernant les précautions de sécurité à prendre et la manière de rendre compte d'incidents liés à des HME.

De plus, les experts iraqiens ont pu se familiariser avec le programme de formation aux HME mis en place par le Centre d'excellence pour la neutralisation des explosifs et munitions. Le cours leur a permis d'acquérir les connaissances et le bagage nécessaires pour mettre en place une formation à la lutte contre les HME dans leur propre pays, et pour renforcer à terme l'interopérabilité entre les primo-intervenants dans le cadre des réponses nationales et internationales à des événements liés à des HME.



1.b SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

Équipe Énergie intelligente (SENT) : cette équipe OTAN a pour tâche de formuler des recommandations visant à améliorer les normes et les meilleures pratiques de l'OTAN en matière d'économies d'énergie.

Mise sur pied après le sommet qui a eu lieu à Chicago en mai 2012, l'Équipe Énergie intelligente est dirigée conjointement par le Centre d'excellence OTAN pour la sécurité énergétique, établi en Lituanie, et par le département interarmées Environnement des forces armées suédoises. Elle est composée d'experts de huit pays : six pays de l'OTAN (Allemagne, Canada, États-Unis, Lituanie, Pays-Bas et Royaume-Uni) et deux pays partenaires (Australie et Suède).

L'objectif premier de l'Équipe est de définir les solutions éco-énergétiques les plus prometteuses et de mettre en place des projets multinationaux visant à faciliter l'intégration de ces solutions.

1.c CYBERDÉFENSE

Stage de formation pratique à la cyberdéfense pour des administrateurs système et réseau : la cyberdéfense est une priorité clé de la coopération pour ce qui concerne la République de Moldova. Des administrateurs système et réseau de Moldavie ont participé à un stage de formation de deux semaines en Turquie en vue d'acquérir des connaissances spécialisées et améliorer la capacité de renforcement de la défense des infrastructures critiques.

Quinze administrateurs système et réseau provenant de six grandes institutions de Moldavie ont participé à ce stage, qui a eu lieu à l'Institut d'informatique de l'Université technique du Moyen-Orient (METU) à Ankara (Turquie), du 13 au 24 janvier 2014. Cette formation, financée sur le programme SPS, a été mise au point en concertation étroite avec des experts canadiens, géorgiens et turcs.

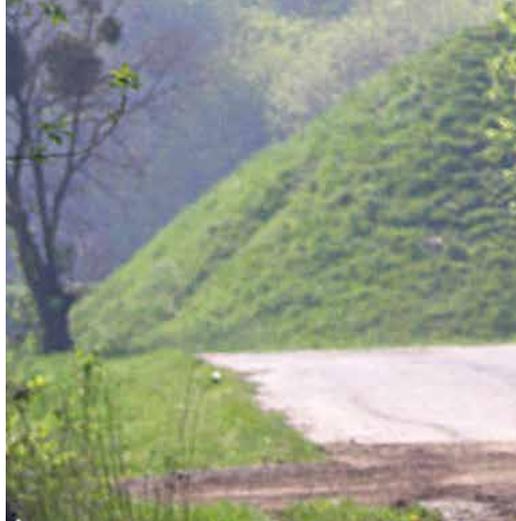
D'autres stages du même type ont aussi été organisés avec succès pour d'autres pays partenaires de l'OTAN, comme l'Afghanistan, le Monténégro et l'ex-République yougoslave de Macédoine*.

* La Turquie reconnaît la république de Macédoine sous son nom constitutionnel.

1.d DÉFENSE CONTRE LES AGENTS CBRN

Stage pour les formateurs des primo-intervenants sollicités en cas d'incidents CBRN : il est important de faire en sorte que les primo-intervenants soient bien préparés à faire face aux conséquences d'actes terroristes ou de catastrophes d'origine naturelle ou anthropique. Pour répondre à ce besoin, un stage de formation pour les primo-intervenants sollicités en cas d'incidents CBRN a eu lieu en juin 2013 au Centre d'excellence interarmées pour la défense CBRN, implanté à Vyškov (République tchèque).

Alliant la théorie à la pratique, ce stage avait pour objectif principal de faire en sorte que les primointervenants disposent d'une base commune de connaissances et aient un niveau minimal de préparation pour pouvoir réagir à des incidents CBRN. Il a été conçu de manière à aider les pays à améliorer leurs plans civils d'urgence, et notamment la coopération entre les primo-intervenants, en complément des activités de formation en place au niveau national.



Parrainé par le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité, ce stage de formation intensive de cinq jours a réuni dix-huit participants venus d'Égypte, de Jordanie et des Émirats arabes unis et des experts de pays de l'OTAN.

Cours OTAN de haut niveau sur l'identification et la neutralisation des engins explosifs improvisés (EEI) chimiques : les participants à cette formation de haut niveau dans le domaine de la lutte contre les EEI chimiques ont pu acquérir des connaissances globales concernant les menaces que font peser les EEI, les recherches non destructrices portant sur les EEI, les agents de guerre chimique, les produits chimiques industriels toxiques, les équipements individuels de protection et les équipements de détection et de décontamination. Le cours a également facilité l'échange d'informations et d'expériences sur la résolution de problèmes liés à l'utilisation d'EEI contenant des produits chimiques toxiques et des produits dangereux. Ce cours, qui a eu lieu en Pologne, a bénéficié du soutien du Centre de formation pour la neutralisation des explosifs et des munitions et des agents CBRN. Il a rassemblé vingt-cinq participants venus de onze pays (Algérie, Azerbaïdjan, République tchèque, Égypte, Jordanie, Koweït, Mauritanie, Pologne, Ukraine, Turquie et Émirats arabes unis).

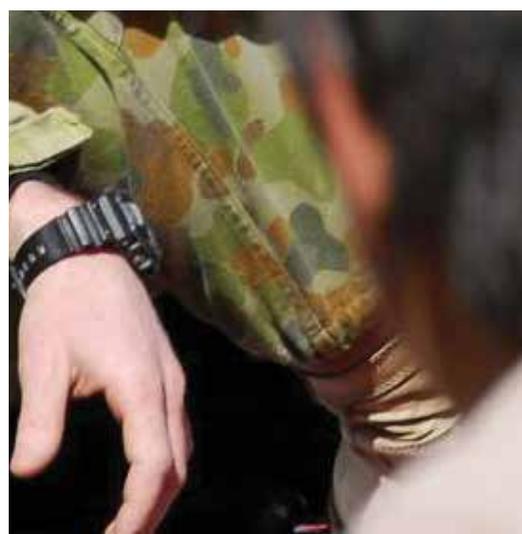
1.e SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE

Munitions déversées en mer : vers une surveillance de la menace (MODUM) : ce projet a pour but de mettre en place un réseau de surveillance des sites de déversement d'armes chimiques existant dans la mer Baltique en faisant appel à des véhicules sous-marins autonomes et à des véhicules sous-marins télécommandés ayant pour plateforme de lancement des navires de recherche d'institutions partenaires.

Les meilleures solutions de surveillance disponibles pour l'environnement difficile que représente la Baltique seront retenues en vue de la localisation des produits qui représentent une véritable menace. Les données sur l'environnement seront prélevées à proximité des sites où se trouvent les produits visés, l'objectif étant de fournir des informations sur les munitions et les agents de guerre chimique ainsi que sur les procédures efficaces d'évaluation du risque environnemental dans la mer Baltique.

Le projet débouchera sur la mise au point d'une solution visant à étendre le réseau de surveillance à toutes les zones suscitant des inquiétudes dans la région de la Baltique. Parmi les activités prévues figurent l'évaluation de l'état des habitats et la modélisation des menaces susceptibles de peser sur les zones adjacentes.

Le projet mènera à l'établissement d'un réseau de surveillance d'un bon rapport coût-efficacité qui sera axé sur la recherche et qui visera à renforcer le contrôle des risques de sécurité que les munitions déversées en mer font peser sur l'environnement et sur l'homme.



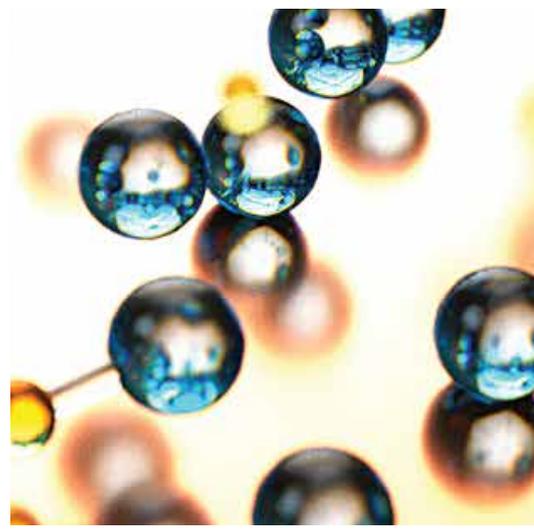
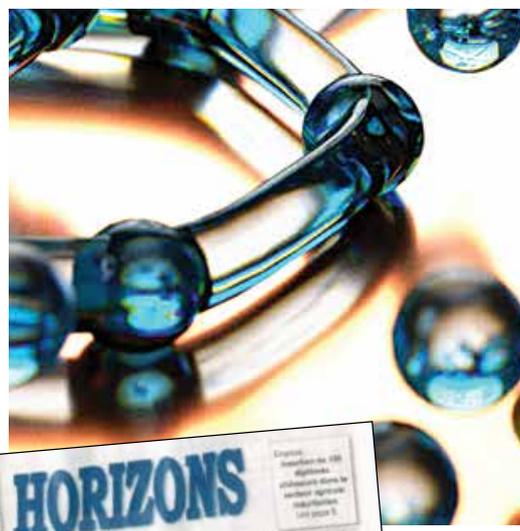
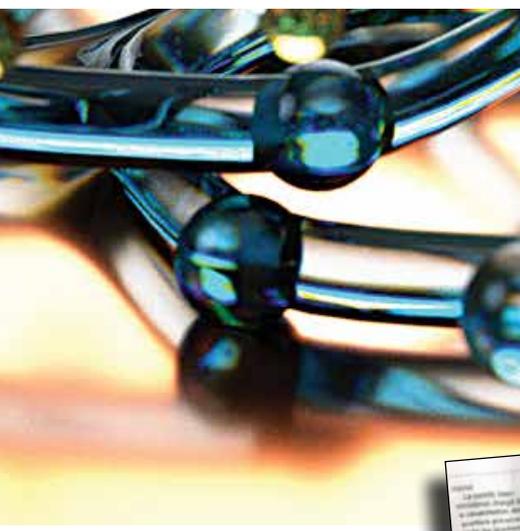
Priorité n° 2 : renforcer le soutien des opérations et missions dirigées par l'OTAN

SOIE-Afghanistan : ce programme fournit des connexions internet à haut débit à des universités et à quelques institutions gouvernementales afghanes. Il est maintenant entré dans sa deuxième phase, suite à la signature d'un contrat entre Afghan Telecom (AFTEL) et l'OTAN, qui marque le passage de liaisons par satellite à des liaisons par fibre optique. L'utilisation de la fibre optique est une solution plus viable à terme et aidera à préparer un éventuel transfert du réseau en vue de son financement à l'avenir par un mécanisme relevant de l'Union européenne.

Le programme SOIE-Afghanistan – qui tire son nom de la Route de la soie, cet itinéraire commercial qui reliait l'Asie et l'Europe – est financé principalement par le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité et par le département d'État des États-Unis. Il bénéficie aussi de fonds de la Commission européenne. Les autorités afghanes prennent en charge les coûts des communications nationales et des investissements dans les liaisons par fibre optique, à partir des points de présence d'AFTEL dans les villes vers les salles de serveurs des universités.

Lancé à Kaboul en 2006, le programme a ensuite été étendu aux provinces, et il fournit actuellement des connexions internet à large bande à dix-huit universités afghanes implantées dans le pays et à quelques institutions gouvernementales établies à Kaboul. Quatre autres universités devraient être reliées au réseau cet été. Outre la fourniture de connexions, le programme finance l'établissement d'une infrastructure informatique et assure la formation d'informaticiens dans les universités afghanes.

Suite à la signature d'un contrat d'un montant de 750 000 EUR avec Afghan Telecom, des liaisons par fibre optique seront fournies à quatre sites dans la capitale, Kaboul, et à 13 sites situés dans les provinces. Cinq autres sites continueront d'utiliser les liaisons par satellite, plus coûteuses, mais deux d'entre eux devraient passer à la fibre optique pour 2014/2015.



Priorité n° 3 : sensibiliser davantage aux développements sécuritaires et prévenir les crises

Mise en place d'un centre national de coordination opérationnelle en Mauritanie : ce projet a pour but de faciliter la création d'un centre national de coordination opérationnelle qui sera chargé d'appuyer les efforts des autorités mauritaniennes visant à fournir de meilleurs services de protection civile, en particulier en cas de crise, et à mettre en place un cadre national de planification civile d'urgence.

Lancé à Nouakchott en 2012, ce projet doit améliorer les réponses du pays à des situations d'urgence en établissant des normes réglementaires et des procédures opérationnelles, en améliorant la coordination entre les autorités nationales, régionales et locales, et en renforçant les capacités d'analyse des risques et des menaces. Plus largement, le centre doit faciliter la mise en place d'un cadre national de planification civile d'urgence et réduire la vulnérabilité face aux risques et aux menaces liés à des activités terroristes ou illicites, en particulier dans les régions isolées, grâce à une coordination accrue entre les différents acteurs nationaux s'agissant de la protection civile et des interventions civiles d'urgence. Cette activité est placée sous la direction de la Mauritanie et de la France.

3.a TECHNOLOGIES AVANCÉES EN RAPPORT AVEC LA SÉCURITÉ

Nouveaux matériaux composites à base de carbones de dimensionnalité réduite pour blindage électromagnétique

Ce projet vise à mettre au point de nouveaux composites nanocarbone-polymère dotés de caractéristiques électriques et électrodynamiques contrôlables et devant servir de blindage de protection capable d'absorber les rayonnements électromagnétiques micro-onde. Cette technologie a pour objet de protéger les équipements vitaux contre les interférences électromagnétiques en intégrant les nouveaux composites dans des revêtements protecteurs ou des peintures.

Des chercheurs d'Allemagne, de France, d'Ukraine et d'Israël participent à ce projet portant sur les nanotechnologies qui pourrait avoir de nombreuses applications importantes dans le domaine de la sécurité.

3.b SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES ET SÛRETÉ DES PORTS

Menaces pesant sur la sécurité des frontières dans la région méditerranéenne : un atelier de recherche avancée sur la sécurité des frontières dans la région méditerranéenne a eu lieu à Malte en 2014. Ce forum international sur la sécurité des frontières a rassemblé plus de cinquante participants venus traiter les défis qui se posent dans le bassin méditerranéen.

L'atelier a porté principalement sur des questions liées à la sécurité des frontières, parmi lesquelles la coopération internationale entre les différents acteurs de la sécurité des frontières, le terrorisme transfrontière et ses implications pour la région méditerranéenne, les défis maritimes et les priorités pour la sécurité régionale, et la manière dont les ressources naturelles influent sur la sécurité des frontières.



En rassemblant d'importantes parties prenantes de la sécurité des frontières provenant de groupes de réflexion, du monde universitaire et d'administrations publiques de pays de la région méditerranéenne, de pays européens et des États-Unis, cet événement a fourni un cadre tout à fait unique pour l'examen d'un vaste éventail de questions. Il a aussi permis à d'éminents experts et à des responsables des pouvoirs publics d'échanger des idées et d'établir des contacts dans l'optique de l'établissement d'une communauté d'intérêt internationale concernant la sécurité des frontières.

3.c DÉTECTION ET ENLÈVEMENT DES MINES ET DES MUNITIONS EXPLOSIVES NON EXPLOSÉES

Détection des mines terrestres en Égypte : lancé en 2012, ce projet vise à aider les démineurs égyptiens à mettre en place une capacité opérationnelle tant pour ce qui concerne les détecteurs à double capteur que les détecteurs grande profondeur.

La première phase du projet visait à mettre au point des technologies à double capteur avec un radar de sondage terrestre (GPR) pour qu'il soit ainsi possible non seulement de détecter la présence d'objets métalliques, mais aussi d'en déterminer le volume, et donc de faire la différence entre des fragments métalliques et des mines. La technologie GPR, capable de détecter des objets, des volumes et des zones aux propriétés électromagnétiques différentes, facilite aussi les opérations de détection des mines en rendant possible la cartographie du sous-sol.

Comme les détecteurs à double capteur ne peuvent trouver des mines et des restes explosifs que jusqu'à une profondeur comprise entre 0,5 et 1 mètre, des détecteurs grande profondeur spécifiques ont été utilisés durant la deuxième phase du projet. Ce projet étant maintenant achevé, les militaires du génie égyptien vont pouvoir bénéficier d'un matériel de détection avancé, qui rendra le déminage plus efficace, plus sûr et plus rapide dans les régions concernées de leur pays.

3.d ASPECTS HUMAINS ET SOCIAUX DE LA SÉCURITÉ AYANT UN LIEN AVEC LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE L'OTAN

Ateliers de recherche avancée sur l'outil d'évaluation de l'OTAN concernant la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU : l'OTAN a élaboré un outil pédagogique qui doit aider à déterminer comment améliorer de manière optimale la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU et à tirer des enseignements de ce que font les autres acteurs. Le projet a pour but d'aider les décideurs politiques à mettre en évidence les insuffisances dans les plans d'action existant dans les pays et à supprimer les programmes qui font double emploi et/ou qui ne sont pas efficaces, et qui génèrent donc des coûts inutiles. De plus, l'outil d'évaluation 1325 de l'OTAN vise à faciliter la standardisation entre les pays de l'OTAN et les pays partenaires pour ce qui est de la connaissance, de la surveillance de la mise en œuvre et de l'évaluation de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU dans le contexte des missions et des opérations dirigées par l'OTAN.

Dans le cadre de ce projet, trois ateliers ont été prévus, qui rassembleront des universitaires, des décideurs politiques et des experts provenant des administrations militaires et civiles. Le premier atelier, qui a eu lieu à Belgrade en mai 2014, avait pour but de compiler des informations de base et de procéder à un échange de meilleures pratiques et d'enseignements tirés concernant la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU dans les pays de l'OTAN et dans les pays partenaires. Le deuxième atelier s'est déroulé à Washington, DC, en septembre 2014. À cette occasion, les avantages et les inconvénients des mécanismes d'évaluation et des indicateurs existants ont été comparés, et l'accent a été placé sur la mise au point d'un outil d'évaluation. Le troisième atelier aura lieu à Bruxelles à la fin de l'année 2014 ou au début de l'année 2015, et, à cette occasion, l'outil d'évaluation 1325 de l'OTAN sera présenté à un large public.

Comment soumettre une demande de subvention

Qui peut soumettre une demande de subvention ?

Les demandes de subvention SPS doivent être soumises conjointement par un codirecteur d'un pays de l'OTAN et un codirecteur d'un pays partenaire.

On trouvera ci-dessous la liste des pays de l'OTAN et des pays partenaires.

Pays de l'OTAN

Albanie, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, République tchèque, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, République slovaque, Slovénie, Espagne, Turquie, Royaume-Uni et États-Unis.

Pays partenaires de l'OTAN

Afghanistan, Algérie, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Égypte, Finlande, Géorgie, Iraq, Irlande, Israël, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, République kirghize, Malte, Mauritanie, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Qatar, République de Corée, Fédération de Russie, Serbie, Suède, Suisse, Tadjikistan, l'ex-République yougoslave de Macédoine*, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Émirats arabes unis, Ouzbékistan.

* La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.

Quand et comment soumettre une demande de subvention

Un groupe d'évaluation se réunit normalement deux à trois fois par an pour examiner les demandes de subvention. La date limite d'introduction des demandes est fixée en fonction du calendrier de ces réunions. Les échéances pour le dépôt des demandes sont en général les suivantes :

- mars
- juillet
- octobre

Étant donné qu'il faut parfois jusqu'à 9 mois à compter du dépôt d'une demande à l'une de ces échéances pour qu'une décision soit prise quant à l'octroi ou non d'une subvention, il est important de tenir compte de ce délai dans la proposition de dates pour une activité. On trouvera sur le site web du programme SPS de l'OTAN www.nato.int/science un calendrier à jour spécifiant les échéances pour l'introduction des demandes.

Toutes les demandes de subvention doivent porter sur des activités se rapportant aux priorités SPS clés et ayant un lien clair avec la sécurité et avec les objectifs stratégiques de l'OTAN.

Les demandes de subvention doivent être envoyées à l'adresse suivante : sps.applications@hq.nato.int.

Vous trouverez sur le site web du programme SPS des instructions détaillées sur la manière d'introduire une demande ainsi que les formulaires ad hoc.

Procédure de sélection

Les orientations stratégiques et politiques relatives au programme SPS sont données par le Comité des partenariats et de la sécurité coopérative (PCSC), qui établit chaque année un programme de travail SPS contenant un ensemble de priorités qui sont en phase avec les défis de sécurité communs définis dans le concept stratégique de l'OTAN et avec la politique de partenariat de l'Alliance. Le PCSC est informé régulièrement de l'avancement des activités prévues dans le programme SPS. Afin de tenir les pays partenaires au courant des activités du SPS et de les y associer étroitement, il est prévu que le PCSC se réunisse avec eux une fois par an.

Par ailleurs, le PCSC entérine le choix de projets effectué par un groupe d'experts indépendant après leur évaluation scientifique.

Les personnes ayant introduit une demande de subvention sont informées par écrit du résultat de la procédure de sélection dans un délai de 9 mois suivant le dépôt de leur demande. Des informations sur la décision prise concernant les demandes de subvention seront fournies au cas par cas.

Contact

Programme pour la science au service de la paix et de la sécurité (SPS)

Division Défis de sécurité émergents (ESC)

Siège de l'OTAN

Boulevard Léopold III

B-1110 Bruxelles

Belgique

Fax : +32 2 707 42 32

E-mail : science@hq.nato.int

Vous trouverez des explications complémentaires ainsi que des informations sur l'actualité récente du programme SPS sur le site web www.nato.int/science.

Vous pouvez également suivre le programme SPS sur Twitter @NATO_SPS.